Maghrebemergent
jeudi 1 octobre 2015 18:25

Algérie-Les banques n'ont pas la maturité suffisante pour assurer le financement des entreprises privées (Alexandre
Kateb)

Pour l'expert financier Alexandre Kateb, les banques algériennes ont besoin d'aller vers les épargnants, de faire un travail de terrain et une pédagogie afin d'inculquer la culture financière. Aussi, ont-elles besoin d'adapter leurs produits à la culture locale, en introduisant par exemple des produits conformes à la finance islamique pour optimiser leur attractivité ».

La réforme du système bancaire et la recherche de nouvelles sources de financement des investissements étaient les principaux points abordés lors du premier panel de la première université du FCE lancée ce jeudi à Tlemcen. Les travaux du panel intitulé « Les Chemins de l'Efficience Economique », animé par le vice président du FCE, Brahim Benabdessalam, mettaient en exergue le retard accusé par les banques algériennes en matière de financement des entreprises. « Nous ne bénéficions que de moins de 25% du financement bancaire », indique M. Benabdessalam, en qualifiant cela de « frein financier ». Pour cela, il faudrait réformer urgemment le système bancaire, en mettant fin à l'hégémonie des banques publiques, et en permettant aux banques étrangères de financer les entreprises nationales. « Tout l'investissement national se fait par le trésor public et plus de 85% des engagements bancaires des investisseurs se font auprès des banques publiques », indique M. Benabdesslam en insistant sur l'urgence de la démonopolisation des financements publics. Mais les banques algériennes sont-elles capables d'assurer le financement des investissements privés? Interrogé par Maghreb Emergent, le dirigeant du cabinet de conseil et d'analyse COMPETENCE FINANCE, Alexandre Kateb, trouve que « Les banques algériennes n'ont pas

la maturité suffisante pour financer le secteur privé ». Pour lui, les banques nationales héritières de l'économie dirigée et centralisée, ont besoin de s'ouvrir davantage et de se moderniser pour pouvoir accompagner les entreprises privées. Pas seulement, car ces banques, «ont besoin d'aller vers les épargnants, de faire un travail de terrain et une pédagogie afin d'inculquer la culture financière. Aussi, faudrait-il adapter leurs produits à la culture locale, en introduisant par exemple des produits conformes à la finance islamique pour optimiser leur attractivité, etc. », considère M. Kateb, en visant à arriver par là, à créer un cercle vertueux entre les entreprises, les banques et la bourse.

Il faut aller vers un financement alternatif de l'investissement

En attendant cela, il est urgent de dynamiser l'activité commerciale selon les experts. Pour se faire, il faut aller vers un financement alternatif qui passerait par : l'ouverture sur le capital, l'intégration de la bourse, le recours à des emprunts obligataires et le rapatriement des fonds algériens à l'étranger. Pour l'introduction des entreprises dans la bourse d'Alger, le président de la Commission d'Organisation et de Surveillance des Opérations de Bourse (COSOB), Abdelhakim Berrahal, informe de l'existence d'un partenariat COSOB, FCE et ABEF(Association Professionnelle des Banques et des Etablissements Financiers) pour œuvrer à l'encadrement de l'introduction en bourse des entreprises privées. M. Berrahal parle du lancement d'un nouveau marché au niveau de la COSOB destiné aux PMEs. « Nous avons mis en place à notre niveau un marché destiné aux PMEs, et dont les conditions d'accès sont moins compliquées que celles des grandes firmes. Par exemple, nous avons introduit un système de cotation à la place de celui du financement réel pour encourager ces PME à venir », a-t-il expliqué.

A coté des achats et ventes d'actions en bourse susceptibles de drainer des sources de financement alternatives, les intervenants prônent le recours aux emprunts obligataires, et aux financements multilatéraux. Pour Alexander Kateb, qui est aussi l'auteur du livre d'analyse « Les nouvelles puissances mondiales. Pourquoi les BRIC's changent le monde », la loi est en train de s'assouplir, et le gouvernement est même en phase d'avaliser cette possibilité. La contraction d'emprunt obligataire ne sera, de facto, pas aussi compliquée que par le passé », a-t-il estimé. Une autre source de financement sur laquelle insistent les intervenants est le rapatriement des fonds algériens à l'étranger estimés à environs 40milliards de dollars. « Il y a une épargne nationale qui ne demande qu'à être rapatriée. Il conviendrait de réfléchir à une démarche de régulation fiscale. Nous devrions aussi proposer des produits pour attirer ces fonds, à travers la proposition de l'introduction dans des activités au niveau national, etc. », propose M. Kateb.

Haddad veut faire du FCE l'interlocuteur économique privilégié

Ali Haddad a annoncé lors du lancement des travaux de la première université du Forum des Chefs d'Entreprise (FCE), ce matin à Tlemcen, que son organisation ouvrira des bureaux prochainement à Paris, Londres, Washington, et dans d'autres capitales mondiales. Lors de l'ouverture officielle de Jil FCE- le Forum des Chefs d'Entreprises pour les jeunes comme annoncée il ya deux mois, le président du FCE dit vouloir faire de son organisation « l'interlocuteur privilégié aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays ». Tout en louant le rôle de l'Etat, Ali Haddad souhaiterait voir les entrepreneurs jouir de plus de liberté dans leurs activités : « L'état doit se maintenir dans son rôle régulateur et non pas intervenir au niveau des investisseurs », a lancé le président du FCE.